PF° 412

VU B.A.D.

ISSN 0339-5383

OMAN en lutte

Organe du Comité de soutien à la révolution en Oman
N°8 SEPTEMBRE 1980, BIMESTRIEL PRIX : 2 F

AHMED ABDEL SAMAD : LA LUTTE ARMÉE RESTE LE SEUL MOYEN DE LIBÉRER NOTRE PAYS

L'armée américaine investit la péninsule Arabique

EDITORIAL

LE DISPOSITIF

Le 4 juin dernier, à Mascate, l'ambassadeur américain Wiley et le ministre Zawawi procédaient à l'échange des documents accordant aux Etats-Unis *« quelques facilités navales et terrestres n'excédant pas les privilèges alloués aux alliés du sultanat »*. Il ne s'agissait bien sûr pas, à en croire les déclarations officielles, d'accepter l'installation dans le pays de bases étrangères.

Facilités, bases, il y a bien sûr plus qu'une nuance entre ces termes. Il y a en fait toute la différence du maintien ou de l'abandon d'une part de la souveraineté nationale au profit d'une puissance étrangère. Tentons d'appliquer ce critère à la base aérienne « omanaise » de l'île de Massirah. Lorsqu'en avril dernier le gouvernement américain a ordonné dans le plus grand secret le raid dit « de Tabas », il savait pouvoir utiliser la base de Massirah et ses infrastructures américaines. Quand tout cela a filtré, après l'échec de l'opération, le sultanat s'est senti contraint, devant la réprobation générale, de reprocher publiquement aux Etats-Unis un tel usage inconsidéré de « sa » base, confirmant ainsi l'absence de tout contrôle omanais sur son utilisation.

Que restait-il donc de la souveraineté omanaise sur Massirah deux mois avant la cérémonie du 4 juin ?

Il y a Massirah, mais il y a aussi Raysut, Thamrit, Sib, Matrah, de même qu'il y a, à Bahrein, Jufair. Aujourd'hui, la région du Golfe n'est pas seulement menacée par des forces d'intervention rapide stationnées aux Etats-Unis, elle est en fait investie, quadrillée par un formidable dispositif qui se trouve bel et bien à pied d'œuvre.

Mais pourquoi les autocrates du Golfe se sentent-ils donc obligés de multiplier les facilités offertes à Washington à un moment où la présence américaine semble si mal perçue dans toute la région ? Ils ont besoin plus que jamais d'une présence occidentale directe garantissant le maintien de leur pouvoir mis en cause par des peuples qui identifient de moins en moins leurs intérêts à ceux de leurs dirigeants. Le recours à la protection étrangère, pour peu populaire qu'il soit, a le mérite d'assurer le mieux, à leurs yeux, la pérennité de leurs régimes.

Il n'y avait d'ailleurs pas, après l'échec de la *doctrine* Nixon du gendarme régional, d'autre solution que le recours à l'intervention directe...

A l'occasion du quinzième anniversaire de la révolution omanaise, célébré le 9 juin dernier, le mensuel du Front populaire de Bahrein, le « 5 mars », a publié une longue interview d'Ahmed Abdel Samad, un des six membres du Comité exécutif central du Front populaire de libération d'Oman, où sont notamment abordés les problèmes concernant la religion et le tribalisme. Nous publions ci-dessous la réponse d'Ahmed Abdel Samad à une question portant sur le rapport de forces actuel en Oman et les perspectives offertes à la lutte armée.

23 SEP. 1980

« (...) Pour comprendre notre situation en 1980, il faut se reporter à 1975. A cette époque, le Front a vécu des heures difficiles, il a subi un recul militaire et tout cela a eu, bien sûr, des conséquences sur le moral et la mobilisation des militants : un certain nombre ont abandonné la lutte et parfois ont rejoint les rangs de ceux qui s'opposent à la libération du pays. L'ampleur considérable des forces engagées par les Britanniques, le régime Jordanien, le chah et le sultan, la qualité et la quantité des armements dont ils disposaient nous ont contraints à évacuer la région ouest du Dhofar, pourtant stratégique pour la lutte armée puisqu'y transitaient nos approvisionnements.

Mais la région ouest était aussi un modèle du système politique que le Front veut instaurer, ainsi qu'une base arrière pour les autres régions où se déroule la lutte. Pour toutes ces raisons, et aussi et surtout parce que certains parmi nous n'envisageaient l'affrontement avec le régime que sous l'angle purement militaire et étaient convaincus qu'une révolution devait pour vaincre, pouvoir disposer de bases arrières dans un pays voisin, on conçoit que notre reflux, après dix années de guerre sanglante, nous ait plongé dans une crise politique, psychologique et organisationnelle profonde. D'un autre côté, notre échec a mis en évidence nos insuffisances, notamment dans la formation politique des militants, et nous a contraints à nous pencher sur la pratique de dix années de révolution. Il n'est pas étonnant que nos ennemis aient profité de cette situation pour tenter de l'emporter définitivement. C'est ainsi que le régime de Mascate s'est efforcé de présenter la lutte armée comme inefficace, sans objet, destructrice, et surtout comme le fait de volontés étrangères ayant un intérêt à déstabiliser toute la région. Il a mis l'accent sur nos erreurs pour se présenter comme un garant de la paix civile et travesti les débats traversant le Front pour les présenter comme l'affrontement d'un courant populaire, patriotique, hostile aux luttes fratricides et naturellement porté à rallier le sultan avec un courant « étranger », coupé du peuple et plus préoccupé des consignes d'Aden ou de Moscou que de l'intérêt national omanais.

Le sultan s'est servi des « réformes » auxquelles il s'était résolu sous la pression de notre lutte, pour se présenter comme le garant du bien-être du peuple face à une révolution n'aboutissant qu'à la guerre et la destruction. Il a exploité d'une manière intensive l'arme de la religion, bénéficiant en cela des erreurs du Front, et proclamé que non seulement la révolution s'opposait à l'Islam mais qu'elle visait à un nivellement social qui

Suite page 4

Bibliothèque de Sciences Po

Changer le régime pour changer aussi le développement...

Oman, mirador impérialiste dans la région du Golfe, est aussi, on le sait, un « petit » producteur de pétrole. Le secteur pétrolier représente aujourd'hui les deux tiers du produit intérieur brut et fournit la presque totalité des ressources budgétaires. En dix ans, il a permis que soient injectés 2 800 millions de Rials, de quoi bouleverser les structures traditionnelles de ce pays de 800 000 habitants... Et elles l'ont été.

La rente pétrolière

Oman n'est pas et ne sera jamais un des « grands » du pétrole : à peine un demi pour cent de la production mondiale, moins encore des réserves. Dans la région, seul l'émirat de Sharjah produit moins. Pendant dix ans, sans investissement majeur, Petroleum Development Oman (PDO, la compagnie « nationale » dont les compagnies étrangères — principalement la Shell mais aussi la CFP — possèdent 40 pour cent du capital et surtout assurent la direction administrative et technique) a livré une production de 250 000 à 350 000 barils par jour (12 à 20 millions de tonnes par an). Mais aujourd'hui, pour maintenir ce rythme d'extraction, il est devenu nécessaire de procéder à des investissements considérables : 500 millions de dollars en deux ou trois ans pour le seul gisement de Marmul, à 200 km au nord de Salalah (Dhofar), 200 millions pour celui de Rima, 140 km plus au nord.

Ces montants sont gonflés par des procédures désavantageuses de passation des marchés et surtout par le choix éminemment stratégique opéré de ne pas diriger l'évacuation du pétrole extrait à travers les campagnes du Dhofar mais plutôt vers le nord du pays, à travers le désert, ce qui représente un trajet beaucoup plus long. Le fait que la majorité des découvertes récentes soient situées dans des zones « sensibles » contraint l'Etat à accorder, par le biais de règles d'amortissement, de très considérables subventions à PDO. En pratique, le financement de ces sommes viendra en déduction des recettes pétrolières brutes du pays : d'abord parce que celui-ci détient 60 % des parts de PDO, ensuite parce que les travaux (forages, pipelines, stockages, terminal) sont et seront réalisés par des sociétés étrangères.

Ces problèmes — tassement de la production, accès de plus en plus coûteux aux nouveaux gisements — n'ont rien d'original. Tous les pays producteurs les ont rencontrés ou s'apprêtent à le faire. C'est au sein de l'OPEP (et dans une certaine mesure de l'OPAEP, l'Organisation des pays *arabes* exportateurs de pétrole) qu'est réalisé un certain ajustement des pratiques et que sont mis en commun des expériences, des moyens d'analyse et de formation. Tout cela constitue sans conteste un ensemble d'atouts importants pour la défense des intérêts des producteurs face aux compagnies et aux importateurs occidentaux. Pourtant Oman est absent de l'OPEP. Officiellement, on explique cette situation par le manque de techniciens (il est difficile de se faire représenter par un Britannique ou un Saoudien) et par le désir de conserver la liberté de fixer les prix. Mais s'il était membre de l'OPEP, Oman n'aurait ni plus ni moins de pétrole exploitable et il pourrait en tirer autant sinon plus qu'aujourd'hui. Quant au manque de techniciens, il est certes bien réel mais il faut être conscient qu'il n'est dû qu'aux options du régime en la matière. La solidarité mercantile entre les fournisseurs étrangers (entreprises, prestataires de services, sociétés commerciales) et les tenants de l'appareil d'état est telle qu'il n'est dans l'intérêt ni de la classe dirigeante omano-britannique ni des entrepreneurs d'y porter atteinte.

Cette solidarité est même présentée comme un impératif du développement du pays... Le ministre omanais du Commerce et de l'Industrie déclarait récemment : « Le secteur privé est l'épine dorsale de l'économie nationale. Il se doit de jouir d'une liberté totale pour pouvoir prendre une part active à la réalisation des projets du plan quinquennal (1) ». Dans les faits, cela se traduit par l'absence de formation technique et supérieure de cadres omanais : ceux par lesquels et pour lesquels sont sacrifiées toutes les possibilités de développement autonome ont tout à craindre de « jeunes turcs » technocrates dont les pouvoirs et surtout l'intégrité pourraient être à la mesure des compétences. Il existe d'ailleurs, pour les nationaux ambitieux, des moyens plus attrayants de s'insérer dans le système « moderne », en particulier dans les institutions et entreprises financières et commerciales. Il y a aujourd'hui huit mille commerçants à Mascate, cent fois plus qu'il y a dix ans, le tiers de la population active, mais les leviers supérieurs de l'économie omanaise restent manœuvrés par des techniciens étrangers. Ces choix ont un prolongement dans le domaine de la défense « nationale » qui est théorisée comme la défense du monde occidental et conçue comme la défense des nantis du régime. On comprend ainsi le peu d'empressement mis à rejoindre l'OPEP qui n'est après tout qu'un syndicat de nations dont l'action s'oppose de plus en plus clairement aux puissances qui maintiennent Oman sous tutelle, tutelle qui justement avait permis dès 1967 de commencer l'exploitation pétrolière dans le pays pour « casser » l'arrêt des livraisons arabes lors de la guerre de Juin.

L'équipement du pays

Les études publiées par les organismes internationaux de crédit sur les pays où ces organismes interviennent constituent souvent une source appréciable de données numériques et d'analyses pertinentes. La Banque mondiale, dont le premier prêt à Oman remonte à 1974, s'inquiète dans deux rapports récemment publiés du déséquilibre persistant de l'économie omanaise et souligne le poids très lourd des dépenses militaires (dont la part dans le budget ne décroit pas : voir le tableau ci-contre), la dégradation des structures traditionnelles (agriculture, pêche) qui met en danger la réalisation des objectifs « ambitieux » du Plan 1976-1980, la grande faiblesse du Gouvernement à mener à bien les projets retenus et à les faire fonctionner. Indiquons que la Banque mondiale elle-même n'est pas abusée par certaines des statistiques optimistes publiées par le «Development Council ». Citons « Transformation de l'économie — Octobre 1977 » p 7 :

« Il n'existe pas de données correctes sur la production et les prix agricoles (et de la pêche) à Oman. Il n'y a pas de recensement. Même les chiffres sur la commercialisation de ces produits sont incomplets et suspects à cause de la fraude et de la contrebande par terre et par mer. Toutes les données publiques sur la production agricole sont basées sur des jugements qualitatifs et des enquêtes limitées. Les marges d'erreur sur ces chiffres sont évidemment importantes ».

Banque Mondiale (BIRD)

Institution multilatérale d'aide au développement, fondée en 1944. Elle tire son capital propre des souscriptions des pays membres. Elle prête au taux du marché sur projets. Ses prêts cumulés atteignent 40 milliards de dollars.
La BIRD est en fait gouvernée par les pays de l'OCDE et son Comité d'Aide au Développement.

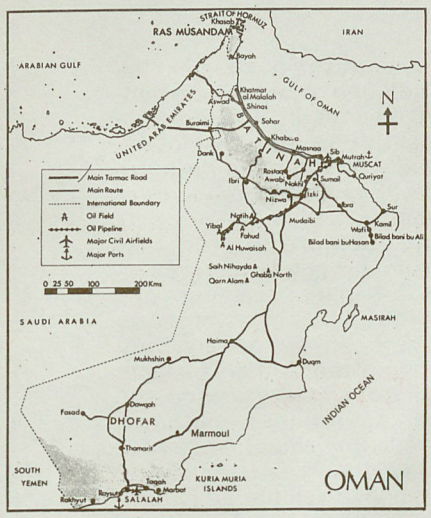
Les journalistes occidentaux qui reproduisent et commentent ces données sans un regard critique feraient bien de s'inspirer de ces remarques. Ils ne manqueraient pas d'observer une stagnation préoccupante de l'agriculture (Rapport OMAN — Octobre 1979 — Banque mondiale — p. 53) : production de dattes en forte régression, baisse de 20 % de celle de citrons en 3 ans (2)... et ceci malgré une politique d'aide à l'agriculture apparemment ambitieuse. Ainsi, l'Etat annonce qu'il a triplé en 5 ans les distributions d'engrais (265 tonnes en 1973, 726 en 1977)... mais quand on rapporte ce chiffre aux surplus pétroliers, on s'aperçoit de la modicité de l'effort !

Ce qu'on ne peut plus cacher aujourd'hui, c'est la destruction de la société rurale : un échec criminel de ceux qui à Mascate se faisaient fort de réussir une réforme agraire, une meilleure répartition des droits à l'eau, un transfert de la manne pétrolière vers les paysans. Une étude faite à Ibri en 1977 par la Durham University constatait l'absence de trois quarts des hommes de 14 à 40 ans : la moitié des absents avait rejoint la police et l'armée au plus bas échelon, un quart était au chômage en ville, la moitié du reste était domestique ! La même étude constatait un phénomène inquiétant : la disparition progressive du système traditionnel d'alimentation en eau par 3 000 puits. Réponse officielle : des pompes modernes, que seuls peuvent s'offrir les nantis de la ville, d'où la généralisation d'une mise en fermage des anciens agriculteurs appauvris.

Quant aux projets industriels, on est loin des proclamations officielles : *«Durant les trois premières années d'exécution du plan de développement (1976-1980), les dépenses d'équipement de l'Etat à des fins civiles ont diminué plus rapidement que prévu, principalement dans la préparation et l'exécution de projets générateurs de reve-*

(1) L'économiste arabe, août 1980.
(2) Oman était le premier exportateur mondial de citrons séchés.

Bibliothèque de Sciences Po



nus » (Rapport FMI — 16 juillet 1979, p. 195) : en particulier le projet minier (cuivre), la cimenterie, la zone industrielle sont très retardés. La raison la plus évidente est inscrite dans les rapports d'exécution du Plan : en 1978, on n'a engagé que 63 % des sommes inscrites pour le secteur industriel... mais 100 % de celles prévues pour les projets militaires.

Quand on mesure en plus l'incapacité du gouvernement à imaginer et engager des projets d'échelle modeste (les « micro-réalisations » ou « small scale projects » des bailleurs de fonds), on doit conclure que seuls les secteurs militaire et pétrolier sont dynamiques. Comment s'en étonner puisque ce sont les seuls qui sont jugés authentiquement « stratégiques » tant par les Britanniques que par le sultan, et cela pour des raisons évidentes.

Les financements

Quand on consulte les revues pétrolières de la décennie, les rapports spécialisés, les textes des bailleurs de fonds sur le pays, on constate que l'Etat disposait de renseignements suffisants pour élaborer des budgets équilibrés et s'y tenir. Au lieu de celà, on a doté sans compter les postes budgétaires militaires : officiels (celui identifié dans le tableau ci-contre) et officieux (une partie des « dépenses de développement » du Dhofar, l'entretien de responsables étrangers, certains projets de télécommunications et de génie civil, etc).

Depuis 1974, le budget est en déficit (à l'exception de 1977) et année après année l'Arabie Saoudite a transféré des centaines de millions de dollars au sultanat : 200 millions en 1975, 450 millions en 1977 seulement (plus de 500 dollars par habitant !)... Le Koweit et certains pays occidentaux ont ajouté leur contribution. L'Iran a financé jusqu'en 1979 l'entretien de ses forces d'intervention.

Et puis, à partir de 1974, des organismes internationaux interviennent de plus en plus, en particulier le groupe de la Banque mondiale dont les prêts cumulés se montent à 34 millions de Rials en 1978. La dette publique d'Oman, qui était très faible avant 1974, atteint des valeurs respectables : près de 300 millions de Rials à partir de 1977. Le service de la dette, c'est-à-dire les remboursements annuels, passe de 3,7 % du produit intérieur brut (le PIB) en 1977 à 7,5 % en 1979, se rapprochant des seuils dangereux atteints par la Mauritanie (10 %) et l'Egypte (9,3 % en 1977).

Produit Intérieur Brut (PIB)* par habitant (1978)

USA	8 500 $
France	7 000
Arabie Saoudite	6 000
Oman	3 800
Italie	3 500
URSS	3 000
Iran	2 400
Portugal	1 800
Algérie	1 300
R.D. Yemen	320
R.A. Yemen	280
Tanzanie	130
Somalie	120

* un indicateur du revenu annuel du pays.
Source : Nations-Unies

L'élément le plus curieux est que, malgré un revenu par tête élevé (3 800 dollars par habitant en 1978, ce qui place Oman avant l'Italie, le Portugal et l'Union soviétique), l'état continue à bénéficier de l'appui d'organismes comme la Banque mondiale qui se fixe pourtant comme règle de ne plus prêter, sauf exception, aux pays ayant dépassé un certain seuil de revenu (quelques centaines de dollars). Oman est clairement une exception comme le prouve l'annonce étonnante faite en juillet dernier d'un premier prêt de 22 millions de dollars pour des équipements de télécommunications et d'un deuxième de quinze millions pour l'entretien des routes. Ainsi juge-t-on nécessaire de maintenir une transfusion de capitaux et de cadres à un pays dont les ressources par habitant sont vingt fois celles des vingt-cinq pays les plus pauvres du monde.

Une autre politique de développement

Depuis dix ans, c'est l'alliance d'intérêts étrangers et d'une bourgeoisie commerçante en formation qui préside à la transformation de l'économie omanaise. Comme ailleurs dans la péninsule Arabique, routes, dispensaires, écoles font désormais partie du paysage. Mais cela ne fait pas illusion si l'on sait la paupérisation des campagnes où le revenu annuel par habitant reste vingt fois inférieur à la moyenne nationale, si l'on constate la rupture de la vie communautaire, le chômage urbain, l'absence d'un système d'éducation moyen et supérieure, la formation professionnelle négligée...

Pourtant, avec les revenus pétroliers existants, l'Etat omanais dispose, par habitant de vingt fois plus de moyens que l'Ethiopie, la Somalie ou la Tanzanie, de dix fois plus que les deux Yémens ou l'Egypte. Sur une telle rente, dont l'existence n'est pas mise en cause mais seulement le niveau, il est possible de construire une autre politique de développement dont les maîtres-mots seraient indépendance et vie communautaire. Dans ce cadre, la priorité absolue devrait être donnée aux projets ayant un impact direct sur la population : emploi, formation professionnelle, autonomie technologique, capital national... Un Plan montrerait la voie à suivre pour moins dépendre des technologies et techniciens étrangers et mettrait l'accent sur l'aménagement équilibré du territoire et la coopération régionale avec les voisins de la Péninsule et de l'océan Indien.

L'agriculture doit être sauvée à tout prix car elle est l'élément vital d'une base sociale équilibrée : tradition professionnelle, équilibrage régional, autosuffisance. Bien sûr, elle n'atteindra jamais des niveaux de production très élevés ne serait-ce qu'en raison de la limitation des terres arables (au maximum 10 000 hectares de plus que les 37 000 actuellement cultivés, dont le tiers en dattiers), mais elle demeure le point d'articulation essentiel entre les communautés locales et un pouvoir central qui interviendrait en appui pour fournir équipements sociaux et assistance technique.

La façade maritime doit être revalorisée avec le respect maximum du patrimoine halieutique. Oman, puissance maritime au dix-neuvième siècle, devrait retrouver un rôle régional affirmé. On ne peut manquer de penser que le gouvernement actuel n'a pas saisi la chance qui lui était offerte d'ouvrir la façade sud : il évacuera le pétrole du Dhofar et privera la population de la région d'une grande partie des effets directs et indirects de l'activité de PDO.

Les « micro-réalisations » doivent devenir la règle. Les projets à grande échelle restent trop longtemps des enclaves étrangères du fait de la difficulté de former les cadres nationaux nécessaires et de maîtriser les circuits internationaux d'approvisionnement et de commercialisation. Les bailleurs de fonds sont très attentifs à l'échelle des projets et certains sont favorables à tout ce qui reste maitrisable par les populations. Ils sont prêts, en particulier les Nations Unies et la CEE, à fournir l'assistance nécessaire pour la mise en route de telles unités.

Enfin et surtout le système éducatif doit être développé, en particulier l'enseignement secondaire et l'enseignement technique et professionnel, et cela sur une base résolument nationale.

Un régime progressiste qui s'installerait à Mascate pourrait très rapidement modifier la position d'Oman dans l'environnement économique régional et mondial et notamment planifier les rythmes d'exploitation des richesses du sol. Une meilleure connaissance de son potentiel pétrole-gaz-cuivre, obtenue en ne délégant plus la gestion et la compétence technique à des expatriés (chose que le voisin saoudien lui-même a compris) permettrait de tirer un profit optimal de la rente. Oman a plus d'intérêts en commun avec ses voisins et les pays de l'OPEP, quelle que soit leur diversité, qu'avec les puissances occidentales qui font payer au prix fort la tutelle directe qu'ils maintiennent.

Alors et seulement alors les ressources pétrolières pourront être utilisées de manière rationnelle pour promouvoir un développement équilibré qui profite à toutes les couches de la société et à toutes les régions du pays et conduire à terme à une diminution drastique de la dépendance du pays de la main d'œuvre importée et des sociétés et cadres étrangers.

R. W.

FINANCES PUBLIQUES	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Recettes (total)	**53**	**68,5**	**311,5**	**459,4**	**505,4**	**613,3**	**509**	**652**	**1 134**
a) Pétrolières	49,6	61,3	291,5	373,1	454,7	482,2	458,0	482,0	
b) Autres recettes	3,4	7,2	11,7	14,6	32,7	38,4	44,0	170,0	
c) Subventions	—	—	8,3	71,6	18,0	92,7	7,0	—	
Dépenses (total)	**71,6**	**92,2**	**329,5**	**495,5**	**580,7**	**534,3**	**706,0**	**760,0**	**993**
a) Courantes	41,7	63	186,6	322,5	385,6	388,4	443,0	400,0	
dont défense	.	42	117,7	241,0	288,3	237,0	265,0	238,0	302
b) d'équipement	29,9	29,9	142,9	173,0	195,1	145,9	263,0	360,0	

(millions de Rials omanais. 1 rial = 3 dollars = 13 FF)

Sources : Banque centrale d'Oman, F.M.I.

Bibliothèque de Sciences Po

(suite de la page 1)

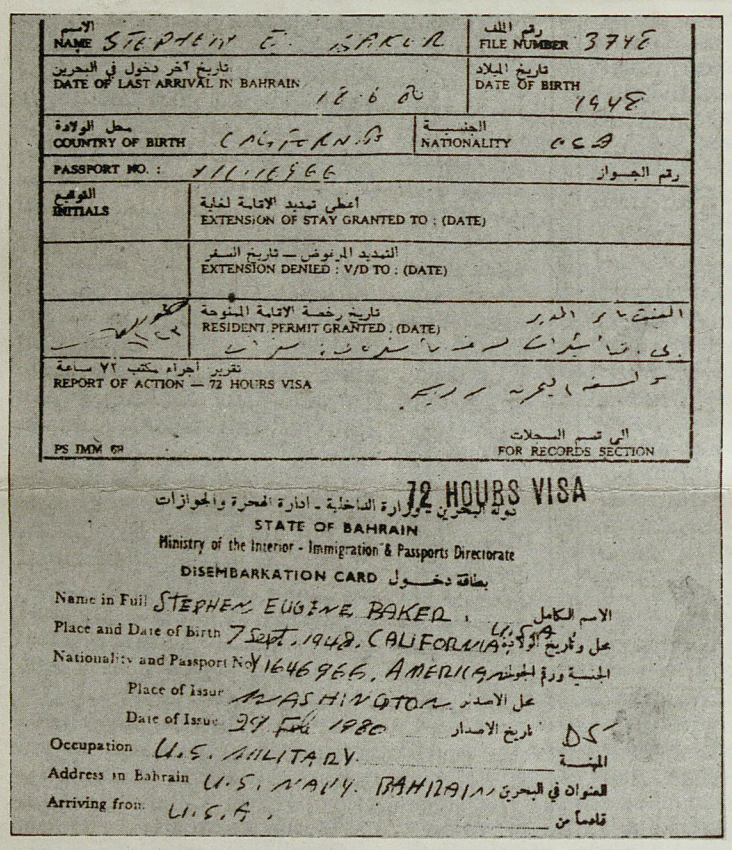
engloutirait les normes et traditions héritées de nos aïeux (...).

C'est dans ces conditions que la direction centrale du Front a formulé un programme d'action dont les maîtres mots sont : 1) la lutte pour nous « reconstruire » idéologiquement, politiquement et militairement et 2) la poursuite de la guerre révolutionnaire. Ce programme est maintenant en voie de réalisation, avec calme et application. Nous avons dressé un bilan approfondi de dix années de révolution qui nous a permis de tirer des enseignements et de réajuster nos choix organisationnels, idéologiques, politiques et militaires. Nous avons développé une action au sein des masses (...).

Cela étant, nous nous préparons depuis plus d'un an, par une discussion intensive au sein du Front, à aborder une nouvelle étape de notre combat, étape où des tâches difficiles nous attendent, pour lesquelles nous devons être bien préparés. Nos efforts vont maintenant viser à l'établissement d'un front national large englobant tous les secteurs populaires sur la base d'un programme minimal de revendications, à la poursuite de la guerre révolutionnaire et au renforcement du Front dans tous les domaines.

La situation dans le pays et le chemin que nous avons parcouru depuis quatre ans offrent de bonnes perspectives. Le fait que le sultan ne soit pas à même de satisfaire les aspirations populaires essentielles contribue à rendre peu crédible et à isoler le régime. Le fossé se creuse entre la minorité qui s'enrichit au détriment de la majorité du peuple et cette majorité. On assiste au développement des conflits de classes. Simultanément, le poids de la domination étrangère — bases militaires, grandes compagnies, expatriés — est durement ressenti, comme le sont le spectacle du pillage de nos ressources, la répression des citoyens et l'absence de droits politiques. Enfin qui peut accepter l'alignement stratégique et diplomatique du régime sur l'impérialisme, à commencer par les Etats-Unis, ou l'attitude hostile de ce régime à l'égard de toutes les causes nationales ?

Pour ce qui concerne nos activités militaires, elles ont été dans la période récente conformes au programme arrêté en 1976, programme qui tout en plaçant les opérations militaires au second rang après les objectifs de « reconstruction » affirmait la nécessité du maintien à cadence réduite de ces opérations jusqu'à ce que les conditions objectives permettent d'en refaire la forme principale de la lutte révolutionnaire. La continuité de notre activité militaire traduit notre choix de la lutte armée, choix qui demeure correct en regard des conditions présentes. Il n'en demeure pas moins que nous tenons compte en ce domaine du contexte arabe et même mondial. Cependant j'affirme que nos opérations militaires, dont le fondement repose sur le fait que nous tenons pour acquise la validité de la lutte armée dans notre pays, ne sont pas décidées ou annulées en fonction des conditions politiques extérieures, quelles qu'elles soient, et cela pour la raison simple que nous sommes conscients que la lutte armée, même acharnée, est irrémédiablement vouée à l'échec si elle ne convient pas aux conditions objectives et subjectives d'un pays. Je précise cela pour mettre un point final aux affirmations selon lesquelles ces opérations ne seraient que la réponse, dictée de l'extérieur, à des situations à l'échelle arabe ou mondiale. Il n'y a pas d'autre lutte possible que celle pour laquelle nous avons déjà tant donné et dont l'objet n'est que le bien du pays (...).



NAME: STEPHEN E. BAKER — FILE NUMBER: 3746
DATE OF LAST ARRIVAL IN BAHRAIN: 16.6.80 — DATE OF BIRTH: 1948
COUNTRY OF BIRTH: CALIFORNIA — NATIONALITY: USA
PASSPORT NO.: Y1146966
INITIALS — EXTENSION OF STAY GRANTED TO : (DATE)
EXTENSION DENIED : V/D TO : (DATE)
RESIDENT PERMIT GRANTED : (DATE)
REPORT OF ACTION — 72 HOURS VISA
FOR RECORDS SECTION

72 HOURS VISA
STATE OF BAHRAIN
Ministry of the Interior - Immigration & Passports Directorate
DISEMBARKATION CARD
Name in Full: STEPHEN EUGENE BAKER
Place and Date of Birth: 7 Sept. 1948. CALIFORNIA U.S.A
Nationality and Passport No: Y1646966, AMERICA
Place of Issue: WASHINGTON
Date of Issue: 29 Feb 1980
Occupation: U.S. MILITARY
Address in Bahrain: U.S. NAVY. BAHRAIN
Arriving from: U.S.A.

Le Front populaire de Bahrein a confisqué un paquet de cartes de débarquement remplies par des militaires américains et leurs familles stationnés dans l'archipel, à la base navale de Jufair (cf. fac similé ci-dessus).

La présence des familles, souligne le Front, confirme le caractère permanent des « facilités » qui sont accordées à l'US Navy par l'émirat, cela contrairement à toutes les déclarations officielles.

OMAN EN LUTTE, Dir. public M. Pellas
Commission paritaire n° 57583. Dépôt légal 3e trimestre 1980
Imprimeurs libres

Pour participer à l'action du Comité Oman...

Si vous habitez Paris ou la province et si vous désirez participer à l'action du Comité Oman, écrivez-nous à **C.S.R.O., 14, rue Nanteuil, 75015 PARIS.**

Des permanences sont tenues à cette adresse tous les jeudis à 18 h. 30 (pour prendre contact avec le comité de Paris ou se procurer du matériel d'information).

Contacts téléphoniques : 533-46-11 aux mêmes heures. Des messages peuvent être laissés tous les jours sauf le lundi, de 15 h à 22 h au 531-43-38.

La liste du matériel diffusé est adressée sur demande. Elle comprend notamment :

- abonnement à **« OMAN EN LUTTE »** (50 F en pli ouvert pour la France) ;
- Affiche quadri (56 × 92 cm) « Combattante omanaise » : 20 F Franco pour tous pays (surface) : 22 F (pliée).
- Affiche noir et blanc (65 × 92 cm) : « Combattante omanaise » : 10 F - Franco pour tous pays (surface) : 12 F (pliée). Coût de l'envoi (surface) d'affiches non pliées : 20 F quelle que soit la quantité.
- **DOSSIER OMAN : extraits de presse.** Vient de paraître. Recueil extrêmement complet des principaux articles de tous bords publiés en français et en anglais depuis dix ans. 164 pages, 20 F. Franco pour tous pays (surface) : 25 F.
- **The Revolution is alive.** Brochure illustrée de 68 pages publiée en juin 1979 par le K.R.O.A.G., le comité danois de soutien à la révolution omanaise. L'ouvrage comprend notamment un chapitre historique et une courte bibliographie. Prix : 10 F. Franco pour tous pays (surface) : 13,50 F.
- **In the path of reconstruction and perseverance in the revolutionary struggle.** Texte intégral du discours d'orientation publié par Abdul Aziz al Qadhi, membre du comité exécutif central du F.P.L.O., le 9 juin 1977. Prix : 5 F. Franco pour tous pays (surface) : 7 F.
- **Oman, l'homme et la révolution.** Plaquette de photographies noir & blanc publiée en 1978 par le F.P.L.O. Légendes en arabe et en anglais. 64 pages, 15 F. Franco tous pays (surface) : 18,50 F.
- **A house built on sand,** par Helen Lackner (1978). La première analyse critique de la société « saoudienne ». 224 pages, 37 F. Franco tous pays (surface) : 42 F.
- **Documents of the National Struggle in Oman and the Arabian Gulf.** Recueil en anglais des textes et déclarations des Congrès du F.P.L.O. depuis 1965. 106 pages, 15 F. Franco : 18,50 F.
- disque **« Chants révolutionnaires d'Oman »** (30 F).
- jeu de 8 cartes postales en couleurs (10 F franco).
- catalogue de photos Noir et Blanc et Couleurs pour passer des commandes (20 F franco).

Frais d'envoi pour les disques : 7 F pour la France quelle que soit la quantité.

Libeller les règlements à l'ordre du **C.S.R.O., CCP 213150 PARIS.**

Bibliothèque de Sciences Po